

COMITE LIGERIEN
DE LA DONNEE
24 FEVRIER 2025

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
PRESENTATION DES ACTIONS CONCRETES EXISTANTES EN MATIERE DE DONNEES PAR LA REGION	3
LA DONNEE AU SEIN DES SERVICES DE L'ETAT EN REGION PAR LE SGAR	4
UN REX D'ELUS LOCAUX SUR LA DONNEE COMME OUTIL DE POLITIQUE PUBLIQUE	4
PRESENTATION DU RAPPORT "DATA ET TERRITOIRES"	6
CONCLUSION	6

INTRODUCTION

Constance NEBBULA, vice-présidente en charge du numérique à la Région des Pays de la Loire introduit la réunion en présentant l'ordre du jour du comité territorial de la donnée, baptisé Comité ligérien de la donnée.

Elle explique que l'objectif est de faire un état des lieux de ce que fait la région en matière de données avec ses partenaires, de donner la parole aux services de l'État pour qu'ils fassent de même, et de permettre un échange entre élus sur leur vision de la donnée et leur souhait de collaboration avec la région.

Elle indique également que Bertrand MONTHUBERT présentera le rapport data et territoire, qui préconise la mise en place de ces comités en Région et signale qu'un groupe de travail au niveau national travaille sur des propositions d'organisation et de gouvernance de ces comités régionaux.

Constance NEBBULA insiste sur l'importance de cette instance comme lieu d'échange, de discussion, de collaboration et de mutualisation entre les différentes instances publiques, et encourage la participation des élus et techniciens.

Enfin, elle remercie chaleureusement l'ensemble des participants et se félicite de la salle comble pour ce premier Comité.

PRESENTATION DES ACTIONS CONCRETES EXISTANTES EN MATIERE DE DONNEES PAR LA REGION

Christophe NICOLLE, chef du service Pilote et analyse des données au sein de la Direction de la transformation numérique à la Région pays de la Loire présente les actions menées depuis plusieurs années à travers deux programmes :

- Le programme GEOPAL, tourné sur l'information géographique,
- Le programme autour de l'open data.

Il rappelle que ces 2 programmes sont basés sur la mutualisation, la coopération, le partage et la coordination.

Il souligne également que la région investit 1 million d'euros par an dans depuis 2018 dans le programme GEOPAL, et propose en lien avec les territoires des plateformes de services mutualisés pour améliorer la qualité des données et leur accessibilité.

LA DONNEE AU SEIN DES SERVICES DE L'ETAT EN REGION PAR LE SGAR

En introduction, **Jean-Sébastien BOUCARD**, Adjoint de la SGAR, présente les actions menées par le SGAR dans sa dimension interministérielle.

Il explique que la donnée publique est une politique publique en elle-même, mais aussi au service des autres politiques publiques. Il donne des exemples concrets de projets menés par le SGAR, comme le développement d'un outil de référencement des subventions attribuées à une commune, un EPCI, un département ou une collectivité. Il exprime son ouverture et sa volonté à la collaboration avec la région et les opérateurs pour partager la donnée.

Stéphanie BAFFOU, Responsable de la mission territoires et données, poursuit en présentant un panorama des actions de l'État en matière de données, en soulignant l'impulsion donnée en 2021 avec la création de feuilles de route de la data par chaque ministère.

Elle explique que l'État travaille en réseau avec l'INSEE et l'IGN pour mieux se coordonner et mutualiser les compétences. Elle donne des exemples de mise à disposition de données, comme la gratuité des bases de données de l'IGN et de Météo France, et illustre l'importance de la collecte et du traitement des données pour piloter les politiques publiques.

UN REX D'ELUS LOCAUX SUR LA DONNEE COMME OUTIL DE POLITIQUE PUBLIQUE

Hélène BEGON, Adjointe data-IA au directeur de l'Ecolab, Ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, salue chaleureusement l'initiative du Comité ligérien de la donnée.

Elle explique que la donnée est intéressante lorsqu'elle est diversifiée, croisée et non silotée.

Elle souligne l'importance de fédérer les ressources et les compétences pour avancer sur la donnée, et propose les services de l'Ecolab pour appuyer cette initiative.

Jean-Luc DAVY, Président du SIEMML et maire délégué Daumeray, partage son expérience avec le PCRS et la valorisation des données collectées. Il explique comment les données du PCRS ont été utilisées pour des projets d'aménagement urbain et de gestion de l'éclairage public. Il souligne l'importance de mutualiser les données et de les valoriser.

Martine CRNKOVIC, Vice-présidente Conseil Départemental de la Sarthe, exprime son intérêt pour l'initiative département data, mise en place par le président des départements de France, et demande comment articuler cette initiative avec le comité ligérien de la donnée.

Elle souligne l'importance de différencier les actions à l'échelle nationale et régionale, et s'inscrit pleinement dans cette démarche régionale pour travailler ensemble autour de la donnée.

Filipe BICA, Directeur du centre de ressources de Gigalis, salue l'initiative régionale de mutualisation des données. Il explique que la mutualisation permet de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité des services numériques. Il souligne également l'importance de la sécurisation des données, en donnant des exemples concrets de vulnérabilités trouvées dans les portails de données des collectivités.

Patrick LANGRAND, Directeur de la transformation numérique au sein du Conseil régional, évoque 2 éléments qui lui semblent importants :

- La souveraineté de la donnée,
 - Le modèle économique autour de la donnée, réflexion qu'il pense intéressante de poser au sein de ce comité.
- En effet, des investissements seront à réaliser dans un avenir très proche avec l'intelligence artificielle et demain avec l'informatique quantique.

Dominique THIBAUD, Vice-président à la Communauté de communes Erdre et Gesvres partage son expérience de collecte de données pour une politique de précarité et d'isolement. Il souligne la difficulté de retrouver les données nécessaires et l'importance de mutualiser les compétences pour utiliser les outils de manière efficiente.

Xavier PERRIN, Vice-président à Saint-Nazaire agglomération indique que sur la donnée les régions sont au cœur des dispositifs et rappelle que sa structure participe déjà à plusieurs groupes de travail régionaux via le programme GEOPAL. Il lui semble que la région est la bonne échelle pour s'organiser collectivement autour de ces questions sur la donnée et souhaite que cette initiative se poursuive.

Nathalie GOSSELIN, Adjointe au numérique à la ville de La Roche-sur-Yon et conseillère régionale, partage son expérience avec RésoVilles qui est un centre de ressources politiques de la ville sur la région Bretagne-Pays-de-la-Loire. Elle explique comment RésoVilles a créé des conventions entre différents partenaires pour obtenir des données précises et à jour, et souligne l'importance de travailler avec des données récentes pour prendre des décisions efficaces.

Cédric SEIGNEURET, Directeur de GeoVendée, partage son expérience avec le PCRS et les défis rencontrés pour acculturer les élus et techniciens à l'utilisation des données. Il souligne l'importance de la mise à jour des données et des moyens humains et financiers nécessaires pour réussir ces enjeux.

PRESENTATION DU RAPPORT "DATA ET TERRITOIRES"

Bertrand MONTHUBERT, Président du CNIG (Conseil National de l'Information Géolocalisée) présente le rapport Data et Territoires, dont il est le corapporteur en expliquant les six thématiques principales abordées dans le rapport :

- Mettre en place une gouvernance adaptée aux enjeux de la donnée,
- L'accélération du partage et de l'utilisation des données,
- Le renforcement de l'acculturation et de la formation,
- Permettre le passage à l'échelle,
- Le financement de la politique en matière de données territoriales,
- Garantie de la confiance.

Il souligne l'importance de créer des comités territoriaux de la donnée pour coproduire une vision stratégique et coordonner la co-construction de communs de données.

CONCLUSION

Constance NEBBULA remercie chaleureusement tous les participants pour leur présence et salue la qualité des échanges.

Elle rappelle l'importance de la participation des élus à ce comité qui se veut stratégique à l'échelle régionale.

Elle rappelle également la volonté collaborative de ce comité et l'importance de faire remonter par les territoires des sujets qui leur semblent prioritaires.